

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

DÉPARTEMENTS ET ALSAÏE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Street, et à l'Agence de la Société Générale, 1, Lombard Street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

PARIS, 8 NOVEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

INTÉRIEUR

D'après un bruit fort répandu au quai d'Orsay, M. Cogordan ne resterait pas en Chine. Son successeur ne serait autre que M. Bourée, aujourd'hui ministre plénipotentiaire à Stockholm. Il paraît que M. Bourée désire vivement cette revanche.

EXTERIEUR

Londres, 7 novembre.

On mande de Calcutta, le 7 novembre : Suivant des avis de Mandalay, le roi Thibô, aussitôt après avoir reçu l'ultimatum britannique, a convoqué le conseil des ministres et a consulté le lendemain les conseils de France et d'Italie qui lui ont conseillé d'accepter les conditions britanniques.

Le roi Thibô a fait appeler ensuite plusieurs généraux et leur a donné l'ordre de se tenir prêts, parce qu'on se battrait probablement. On croit à Rangoon que la question de paix ou de guerre dépend de la promptitude des décisions qui seront prises. En retardant l'envoi de l'expédition à la frontière, on confirmerait les Birmanes dans l'idée que les Anglais font une simple démonstration et on les encouragerait ainsi à prendre une attitude de résistance.

Le major-général Prendergast est arrivé avec 2,000 hommes de troupes, mais il est impossible que le corps expéditionnaire soit arrivé à la frontière le 11 novembre, ainsi qu'on se l'était proposé.

Rome, 7 novembre.

Les journaux annoncent que la réunion de la Conférence sanitaire, d'abord fixée au 16 novembre, est ajournée jusqu'à nouvel avis.

En Orient

Constantinople, 7 novembre.

La deuxième séance de la Conférence, tenue aujourd'hui, a duré deux heures et demie. On ignore les résolutions prises, mais le bruit court que les ambassadeurs invitaient collectivement le prince de Bulgarie à rentrer à Sofia.

Nisch, 7 novembre.

La Gazette officielle déclare que les nouvelles relatives à la découverte d'un prétendu complot contre le roi Milan sont entièrement imaginaires.

Sofia, 7 novembre.

M. Karavassoff est parti pour Philippopolis, appelé par le prince. On attribue son départ aux dernières nouvelles reçues aujourd'hui de Constantinople sur la Conférence.

Les renseignements les plus contradictoires ont été émis à ce sujet, mais en résumé on ne sait rien de certain. Le bruit d'une rencontre entre des paysans bulgares et les Serbes est dénué de fondement.

Toutefois l'ouverture des hostilités entre les deux pays est toujours possible, car on ne croit pas, dans les cercles politiques, que l'œuvre de la Conférence, quelle qu'elle soit, puisse arrêter la Serbie. Le gouvernement de Belgrade a rappelé aujourd'hui l'ancien secrétaire du consul serbe à Sofia qui, après le rappel de l'agent, l'année dernière, était resté à Sofia par la tolérance du gouvernement bulgare.

INFORMATIONS

Dans sa dernière séance, le conseil municipal de Paris a voté la loi relative, à partir du 1er janvier prochain, des hôpitaux Ncker et Cochin, ainsi que de l'hospice des Enfants-Assistés.

Un de nos amis nous fait remarquer que si cette mesure est réalisée, elle occasionnera un supplément de dépense que l'on ne peut évaluer à moins d'une quarantaine de mille francs par an.

Or, les allocations antérieures des établissements hospitaliers ont déjà nécessité un surcroît de charges de près de 2 millions.

Etouffez-vous donc, après cela, que le budget de l'Assistance publique ait brusquement passé de 35 millions à 39,000,000 fr., chiffre prévu pour l'année prochaine !

M. Cogordan, qui se trouve aujourd'hui à Pékin, sera de retour à Tien-Tsin le 15 novembre.

C'est dans cette ville, on le sait, que doivent avoir lieu, entre notre chargé d'affaires et le vice-roi Li-Hung-Chang, les négociations relatives à la conclusion d'un traité de commerce avec la Célèste-Empire.

Le retour à Tien-Tsin de M. Cogordan coïncidera, à quelques jours près, avec l'arrivée à Paris, de S. E. Sui-King-Tchang, ministre chinois accrédité à la fois en Allemagne et en France.

L'installation de ce diplomate à Paris indique que les pourparlers se poursuivront en même temps dans notre capitale et à Tien-Tsin.

Un groupe républicain s'occupe en ce moment de créer à Paris des comités de vigilance, qui auront pour mission de porter constamment aux députés républicains la volonté des électeurs, ainsi que de préparer les motions et projets de loi que ces députés devront soutenir à la Chambre.

Ainsi, par exemple, voici un électeur auquel il pousse une idée quelconque : il veut qu'on détache une des cloches de

Notre-Dame pour la mettre sur le bureau de la Chambre, ou bien il désire que M. Jules Ferry soit chargé, par une loi, de faire en personne la guerre au Tong-King.

Il fait part de son désir au comité de vigilance. Le comité sonne : M. Jules Ferry accourt.

— Jules, voici une proposition de loi que vous êtes chargé de présenter et de soutenir ; il s'agit de vous envoyer voir les Pavillons-Noirs.

— Jamais de la vie ! s'écrie M. Ferry. — Jules, obéissez, et n'oubliez pas que vous avez pour devoir de savoir souffrir et vous faire sans murmurer.

Cette nouvelle manière de se servir du système parlementaire ne manquera pas d'originalité. Elle ferait agréablement pendant à l'invention de M. Yves Guyot.

LA CONFÉRENCE

Tout le monde est d'accord aujourd'hui pour considérer la radiation du prince de Bulgarie des cadres de l'armée russe comme étant un coup droit porté à l'Angleterre. Nous avons, dès que la nouvelle de cet incident nous est parvenue, signalé ce qu'il avait par cela même de très grave, et le ton aigre des journaux anglais, depuis lors, prouve surabondamment que la mesure prise par le czar a vivement froissé l'orgueil britannique.

L'œuvre entreprise par les représentants de l'Europe à la Conférence devient, par suite de cet antagonisme des cabinets de Saint-James et de Saint-Pétersbourg, fort difficile à accomplir. La France et l'Italie seraient, dit-on, favorables à la politique de lord Salisbury, partisan de l'union personnelle des deux Bulgaries. Quelle attitude prendra l'Allemagne et l'Autriche ? L'entente établie entre les trois empereurs à Skiernewice subsiste-t-elle ? Le discours du comte Kanolyk ne nous a rien dit de précis à cet égard et il est impossible de savoir si le retour au statu quo ante, proposé par la Russie, sera également demandé par l'Autriche et l'Allemagne.

De quel côté qu'on envisage la situation, elle se présente sous un aspect peu rassurant pour la paix de l'Europe.

Si les grandes puissances ne peuvent s'entendre pour rétablir les choses dans les conditions du traité de Berlin, la Conférence, comme celle de 1876, n'aura servi qu'à créer des difficultés inextricables. La Serbie, la Grèce, la Bulgarie se croiront dégagées de tout respect à l'égard d'un traité dont les termes ne seront plus défendus par l'accord de ceux qui l'ont rédigé et signé en 1878, et la guerre éclatera forcément entre ces petits Etats d'une part et la Turquie de l'autre, peut-être même entre ces petits princes aux ambitions rivales.

C'est le chaos et l'inconnu.

Si la Russie reste seule à défendre la politique du statu quo et le traité de Berlin, il lui est bien difficile de s'incliner devant l'opinion des autres puissances sans compromettre gravement le prestige qu'elle a toujours exercé sur les populations chrétiennes des Balkans. Il est donc probable qu'elle persistera à rejeter le projet de réunion des deux Bulgaries sous le sceptre du prince Charles de Battenberg devenu le protégé de l'Angleterre.

Et nous entrevoyons, de ce côté également, des complications fort graves.

Il est vraiment à regretter que l'Angleterre, dans le seul but de faire échec à la Russie, ait adopté une ligne de conduite si dangereuse pour la paix de l'Europe et en réalité si contraire à ses propres intérêts. Quel avantage sérieux l'Angleterre peut-elle avoir, en effet, à favoriser les revendications des peuples bulgares et serbes ? Se figure-t-elle que son influence sur ces deux races pourra jamais contrebalancer celle que peuvent y exercer l'Autriche et la Russie ? Quels liens peuvent jamais unir l'Angleterre, saxonne et protestante, à ces populations slaves et de religion grecque ?

En se posant en adversaire de la Russie, alors que cette puissance réclame loyalement l'exécution du traité de Berlin ; en acceptant le fait accompli, c'est-à-dire en légalisant une spoliation nouvelle pratiquée au détriment de la Turquie, l'Angleterre va jeter le sultan dans les bras de la Russie, et créer entre le souverain qui règne à Saint-Pétersbourg et le successeur de Mahomet une communauté d'intérêts, une communauté d'action qui peut avoir pour l'Angleterre des conséquences incalculables, le jour où éclatera le conflit qui a pu être évité il y a six mois, mais qui n'est malheureusement que différé.

Toutes ces complications auraient été évitées, si au lendemain de Philippopolis, on avait agi avec plus de décision. Il était si simple alors de s'en tenir aux termes du traité de Berlin ! La Turquie aurait, avec l'assentiment et sous le contrôle des puissances — envoyé dix mille hommes en Roumélie, et cette prompte répression aurait suffi pour clore un incident qui, insignifiant par lui-même, menaçait aujourd'hui de bouleverser l'Europe !

L'Indépendant de la Charente-Inférieure a reproduit la lettre suivante :

Lettre de M. F. La Vieille, député républicain de Charente, à M. Georges Roche, député de l'arrondissement de Rochefort.

Paris, le 15 septembre 1885.

Je vous remercie de votre bon souvenir. J'ai abandonné la vie politique, momentanément, non par crainte d'un échec que je n'aurais point à redouter, je le crois du moins, mais parce que j'avais besoin de me recueillir.

Je crois, en effet, que dans les temps agités, on voit, on juge mieux les choses com-

me spectateur que comme acteur, et que l'on prend de nouvelles forces en rentrant en soi-même.

Que se passe-t-il en Charente ? J'ai pour vous une si particulière estime, que, bien que séparé de vous par des nuages, je ne puis m'empêcher de faire des vœux sincères pour votre réélection.

Je vous ai toujours vu si libéral, si indépendant, si désintéressé du bien public, que je ne fais guère de différence entre vous et les meilleurs républicains.

De qui m'a attiré surtout vers vous, c'est une passion commune et que vous poussez aussi loin que moi : l'amour de l'ouvrier.

Dans nos bureaux, dans nos commissions, modestement mais vigoureusement, les braves ouvriers de nos ports n'ont point eu d'avocat plus éloquent ni plus convaincu que vous.

Qui les défendrait si vous veniez à disparaître aussi ? Cette préoccupation m'obsède à un tel degré, que je voterais des deux mains POUR VOUS SI J'AVAIS L'HONNEUR DES CHARENTAIS.

Je quitterai la France le 25 de ce mois, par Bordeaux ; mon nouveau poste n'est ni sans péril ni sans responsabilité. Je tâcherai de m'en tirer de mon mieux et, si je m'en reviens pas, gardez-moi un petit coin dans votre mémoire.

Veillez me croire toujours, votre affectué et dévoué,

F. LA VIEILLE.

On devine la colère des républicains. L'un déclare qu'il ne peut se dispenser de faire remarquer au gouvernement que M. La Vieille est consul général de France à Panama ; un autre annonce qu'il n'y comprend rien, parce qu'il avait pris M. La Vieille pour « un des ordojuriers assermentés de M. Jules Ferry » ; un troisième dit d'un air pincé qu'il s'y attendait ; tous proclament que l'ancien député de Charente est impardonnable.

En effet, il a osé parler de « l'amour de l'ouvrier », et placer les intérêts du peuple avant ceux de son parti.

C'est ce que les républicains ne peuvent pas admettre.

Et il est assez curieux de les voir confesser de la sorte, à propos de M. La Vieille, que le sort de l'ouvrier est le dernier de leurs soucis.

LA QUESTION HERBINGER

CONCLUSION

Le lieutenant-colonel Herbingier rentre en France, après avoir été sept mois en butte aux injustices et aux avanies, non seulement des politiciens haineux de l'opportunisme, mais encore de ses chefs directs, dont le devoir était de défendre son honneur militaire indignement outragé.

La réparation éclatante à laquelle il avait droit, et que ne lui a pas accordée l'autorité militaire, l'a obtenu d'un républicain, de M. Germain. Dans une réunion électorale, cet ancien député, qui fut membre de la commission des crédits pour le Tong-King, a déclaré, publiquement, que le ministre de la guerre avait un jour avoué que les débris de la brigade de Négrier n'avaient dû leur salut qu'au sang-froid et à l'énergie du lieutenant-colonel Herbingier, et à l'esprit de décision qu'il avait montré en évacuant Lang-Son.

Pourquoi, après cette déclaration au sein de la commission, M. Camponen a-t-il renvoyé le colonel Herbingier au Tong-King ? Pourquoi a-t-il prolongé ses angoisses, en le soumettant aux longueurs d'une enquête dont le résultat ne pouvait être douteux !

Pourquoi ? Nous l'avons dit dans la Patrie le 15 juin dernier, dans un article dont nous reproduisons un passage : « Le général Camponen vient encore une fois de manquer de décision et d'autorité. Son devoir de chef de l'armée lui imposait l'obligation de prononcer et de mettre fin à un incident préjudiciable au prestige des commandements et aux principes de la discipline. »

La cause du colonel Herbingier est parfaitement claire, et les agissements du général Camponen seraient inexplicables, si l'on ne savait que cet homme brutal et sans caractère n'obéit qu'à ses passions politiques au détriment des intérêts de l'armée, dont il est le gardien.

Par la mesure qu'il a ordonnée, il gagne du temps. En éloignant Herbingier, il ajourne un débat où pourraient jaillir des révélations compromettantes pour le gouvernement de la République, et qu'il faut par conséquent éviter à tout prix à l'approche des élections.

Nous comprenons que le lieutenant-colonel Herbingier, indignement incriminé par son général en chef, demande un conseil de guerre, pour que la lumière soit faite par des débats publics et que sa justification soit complète aux yeux de tous. Mais le ministre de la guerre et tous les promoteurs de l'aventure Tonkinoise ne veulent pas que la lumière se fasse, ces grands coupables ont peur de la vérité. C'est pourquoi nous n'hésitons pas à prédire que l'information à laquelle le général de Courcy est chargé de procéder, ne servira qu'à étouffer l'incident et que la question Herbingier sera réglée comme le fut l'affaire Dugenne après l'injuste accusation portée contre cet officier supérieur par le général Millot à la suite de l'insuccès de Bac-Lô.

Voilà ce que nous écrivions le 15 juin dernier. Notre prédiction s'est réalisée en tous points.

Le conseil d'enquête nommé par le général de Courcy, après un examen qui a duré plusieurs mois, a reconnu que la conduite du colonel Herbingier à Lang-Son avait été irréprochable, et il a émis un avis qui le décharge des accusations portées contre lui.

Les opérations des conseils d'enquête devant rester secrètes, le tour était joué et l'affaire enterrée.

D'après une dépêche communiquée par le ministre de la guerre, le général de Courcy aurait, sur le rapport du conseil d'enquête, rendu une ordonnance de non-lieu suivie d'un considérant laissant encore planer des doutes sur M. Herbingier. Il y est dit : que, dans les circonstances difficiles où il s'était trouvé, il avait montré une certaine inexpérience que sa jeunesse seule peut excuser. Tout cela n'est pas possible, parce que ce n'est ni régulier ni légal, c'est une infamie de plus de la part du ministre de la guerre.

Il ne peut y avoir une ordonnance de non-lieu, parce qu'une ordonnance de non-lieu ne peut être rendue qu'à la suite d'une plainte en conseil de guerre établie par le chef direct de l'inculpé, et qu'il n'a pu être établi de plainte contre le lieutenant-colonel Herbingier, puisque l'avis émis par le conseil d'enquête lui a été favorable.

Herbingier a été victime du général Brière de l'Isle, qui, dans un moment d'affaiblissement, a voulu rejeter sur son lieutenant tout le poids de la déroute de Lang-Son.

Il a été victime du ministre de la guerre, qui l'a livré en pâture à ses amis politiques.

Enfin, il a été victime de la coterie opportuniste, prête à toutes les infamies pour dégrader le sieur Ferry, son chef.

La déclaration de M. Germain lave heureusement le lieutenant-colonel Herbingier de toutes ces vilénies.

Cet officier a sauvé, par son sang-froid et son énergie, les débris de la brigade du général de Négrier.

Telle est la conclusion de toute cette triste affaire.

COMÉDIE

Avant la grande comédie qui va commencer après-demain au Palais-Bourbon, nous venons d'en avoir une autre, celle que les ministres nous ont donnée : la comédie de la démission.

Nos lecteurs savent ce qui s'est passé hier au conseil. Acte premier : M. Henri Brisson a apporté la démission collective ; second acte : M. le président de la République s'est empressé de la refuser.

Le tout était parfaitement réglé et les acteurs ont joué leur rôle avec une apparence de conviction tout à fait suffisante.

M. Jules Grévy a très bien expliqué à messieurs du cabinet qu'ils avaient pour devoir de se présenter au Parlement. Mais, garçons-nous d'écouter, ils étaient convaincus d'avance.

Il se fussent bien gardés d'offrir de rendre leurs portefeuilles, s'ils n'avaient été sûrs qu'on ne les prendrait pas au mot. Il est même incertain qu'ils se résignent à s'en aller devant un vote hostile de la Chambre : du moins M. Paul Bert leur a conseillé de ne tenir aucun compte de semblables votes, et rien ne leur jusqu'à présent que cette doctrine barbare ne soit point acceptée par les intéressés.

Mais, si la scène ministérielle d'hier n'a pas été sérieuse, on peut se demander quel en a été l'objet.

Selon toute probabilité, le but de M. Brisson a été de se faire croire à lui-même et de persuader au pays, que l'harmonie la plus charmante embellit en ce moment les régions gouvernementales, et que l'on peut dormir en paix.

Il a négocié ces jours derniers avec divers politiciens ; on dit même qu'il a offert quelques portefeuilles : mais les républicains auxquels s'est adressé M. Brisson ont repoussé ses propositions avec un désintéressement héroïque. — Nous croirions plutôt que tous les républicains voudraient être ministres, et que c'est pour ne pas faire de jaloux qu'on garde tel quel le ministère Brisson.

Une démission feinte, une fausse sortie, et le tour est joué.

Voilà donc le cabinet remis sur pied pour quelques semaines : on l'espère du moins.

Ce qu'on voudrait, ce serait pouvoir atteindre sans accident l'époque de l'élection présidentielle, en ajournant au mois de janvier tout débat violent, toute querelle parlementaire, toute difficulté gouvernementale.

C'est une trêve. Elle paraît valoir peu de chose ; et l'on peut être certain que chacun, dans le parti républicain, va en profiter pour accumuler ses haines, aiguïser ses jalousies et se préparer à la désorganisation qui servira de lendemain à la fameuse concentration.

Malgré ses tendances antichrétiennes, le gouvernement n'a pu se départir complètement, à l'étranger, de la mission protectrice que la France exerce depuis des siècles sur les établissements de propagande catholique.

C'est ainsi que sur la prière du Vatican, il a chargé notre ministre au Japon d'obtenir du gouvernement du mikado une audience pour Mgr Oson, évêque titulaire d'Arsoine, vicaire apostolique du Japon septentrional.

Ce prélat devait remettre au mikado une lettre autographe du Pape Léon XIII.

Grâce aux bons offices de notre ministre plénipotentiaire, l'entrevue a pu avoir lieu, et la réponse du mikado, lors de la réception de cette lettre, fait augurer pour l'avenir des missions japonaises une ère de paix et de prospérité.

L'Eglise lui demande la liberté pour ses vicaires apostoliques et ses prêtres, l'égalité civile en faveur des Japonais qui se convertissent au catholicisme. Le mikado se déclare tout disposé à concéder l'une et l'autre.

On ne saurait en être surpris : dans l'Extrême-Orient, le Japon joue le rôle de précurseur de la civilisation. Il s'est lancé dans la voie des plus graves réformes avec un ardeur qui a pu paraître même irréfléchie, tant elle était vive. On y vit et on y pense à l'européenne. La liberté civile des cultes y sera sans doute un fait accompli

avant que l'immuable Empire du Milieu ait octroyé à nos missionnaires une tolérance sincère.

C'est fait à toute la portée d'un événement, puisqu'il marque l'entrée en rapports officiels du Pape et du mikado, suggère deux réflexions d'ordre bien différent.

Léon XIII a réussi à renouer les relations avec tous les gouvernements de l'Europe et de l'Amérique. Sa vigilante activité s'étend à l'Extrême-Orient : récemment, il adressa une lettre autographe à l'empereur de Chine ; aujourd'hui c'est au Japon qu'il jette les premières bases d'un accord direct entre les deux pouvoirs. On ne saurait trop admirer la fermeté et l'habileté diplomatique qui l'inspirent dans ces négociations et dans ces prévoyantes avances.

Le gouvernement républicain, lui, a laissé tomber en des mains rivales le glorieux héritage que lui avait légué les gouvernements monarchiques. La protection des lieux saints et des missions d'Orient est aujourd'hui disputée par l'Italie, l'Autriche, l'Allemagne, et même par la Russie. S'il agit au Japon, il faut qu'il en soit prié.

C'est déjà beau qu'il se rende à de telles instances.

Les intérêts français et les intérêts catholiques sont intimement liés. Les républicains ne peuvent le comprendre, car ils comprennent si peu le pays qu'ils exploitent qu'on les prendrait, de bonne foi, pour des étrangers perdus au sein d'une nation loyale, généreuse et croyante.

ÉCHOS

Le Journal officiel publie l'ordre du jour de la séance de rentrée des Chambres.

Pour le Sénat, il ne comporte que le tirage au sort des bureaux et la fixation de l'ordre du jour.

Pour la Chambre, il est ainsi conçu : A deux heures, séance publique : 1° Installation du président et des secrétaires d'âge.

2° Scrutin pour la nomination du président provisoire.

3° Scrutin pour la nomination de deux vice-présidents provisoires.

4° Installation du président provisoire.

5° Tirage au sort des bureaux.

6° Fixation de l'ordre du jour.

Il y aura probablement séance mercredi à trois heures. On espère que le bureau définitif pourra être élu samedi.

Hier au soir une réunion d'une trentaine de membres de l'ancienne Union républicaine a eu lieu chez M. Liouville.

On a discuté sur l'attitude à prendre des la rentrée sur un certain nombre de questions pouvant venir en discussion. Aucune résolution n'a été prise. Cependant, la réunion a décidé qu'elle se rendrait à la réunion plénière des gauches provoquée par M. Lockroy.

Le mouvement préfectoral est presque achevé. Il paraîtra prochainement.

C'est pour ce motif que le remplaçant de M. Sibline n'est pas indiqué dans les quelques mutations de sous-préfets et de conseillers de préfecture qui ont paru hier matin au Journal officiel, et dans lequel figure la révocation de M. Gilbert-Boucher, sous-préfet de Saint-Quentin.

M. Grévy, désirant sans doute montrer à son bon peuple de Paris que son appendice nasal avait repris sa forme ordinaire, est allé hier, en grand gala, visiter l'Exposition du travail.

Mais si l'exactitude est la politesse des rois, il faut croire que cette politesse est inconnue des présidents de République, car, attendu à deux heures et demie, l'hôte de l'Élysée n'est arrivé qu'à trois heures.

Quelques instants avant, des agents se répandaient dans l'avenue des Champs-Élysées et rompaient, à gauche et à droite, la circulation des voitures, pour permettre au modeste landau du président de traverser sans encombre. A son arrivée au Palais de l'Industrie, le nez de M. Grévy a été salué par une musique qui a joué la Marseillaise.

LL. AA. RR. le prince et la princesse de Danemark quitteront Paris aujourd'hui pour se rendre à Gmünden, chez le duc et la duchesse de Cumberland.

S. A. I. le grand-duc Alexis a commandé hier à un de nos sculpteurs émérites la reproduction du beau buste de l'impératrice défunte, sa mère.

Il vient d'être décidé par le département de la Seine-Inférieure qu'une statue de Jeanne-d'Arc, dont l'exécution est confiée au statuaire Péziens, sera érigée à Rouen, devant la nouvelle façade du palais de justice.

Le ministère des beaux-arts offre à cet effet une subvention importante et fait don du bloc de marbre. On ne saurait mieux honorer l'héroïque jeune fille, qui est l'une des gloires les plus pures de notre histoire nationale.

vancement et promu capitaine l'année suivante.

Il suivit au Tong-King le colonel Borghis-Desbordes en qualité d'officier d'ordonnance.

La perte de ce brave officier, chevalier de la Légion d'honneur, et autour des Récits sénégalais, sera vivement ressentie.

L'assemblée générale et la distribution des récompenses de la Société de topographie de France a eu lieu aujourd'hui, à une heure et demie, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, sous la présidence de M. de Lesseps, membre de l'Académie française.

Voici la liste des lauréats : Grande médaille d'honneur. — M. le colonel Goulier.

Prix d'honneur du ministre de l'Instruction publique. — M. Labergère, élève du cours de Chateaufort.

Médailles d'argent, 1^{re} classe. — M. Janla, Le Long, de Paris ; M. Nicaise, de Châlons-sur-Marne ; M. le capitaine Conte, de la légion étrangère ; M. Ratel, de Vincennes.

Médailles d'argent, deuxième classe. — M. Magné ; M. Semon, sous-lieutenant au 60^e de ligne, à Besançon ; M. Mortier, lieutenant au 90^e de ligne, à Châteaufort ; M. Doussin, capitaine de l'armée territoriale, à Saumur ; M. Perrier, capitaine au 11^e chasseurs à cheval, à Saint-Germain.

Une musique militaire a prêté son concours à cette solennité

GAZETTE THÉÂTRALE

Spectacles de la semaine à l'Opéra :
Lundi, *Robert le Diable* ;
Mardi, *Le Trouvère* ;
Mercredi, *Le Trouvère* ;
Jeudi, *Le Trouvère* ;
Vendredi, *Le Trouvère* ;
Samedi, *Le Trouvère* ;
Dimanche, *Le Trouvère*.

A l'Opéra-Comique :
Ce soir : *Haydée* (Mlle Merguier, MM. Lubert et Carroul), et *Le Maître de Chapelle* ;
Lundi, *Carmen* (Mlle Gailly-Marie) ;
Mardi, jeudi et samedi, *L'Étoile du Nord* (Mlle Adèle Isaac et Simonnet, M. Maurel) ;
Mercredi et vendredi, *Une Nuit de Cléopâtre*.

Le Palais-Royal donnera mardi prochain la première représentation de *Mal aux cheveux*, vaudeville en un acte, de M. d'Hervilly, qui figurera sur l'affiche avec les *Noëes d'un révolté*, de MM. Chivot et Duru.

C'est aujourd'hui dimanche que commence la tournée organisée par le violoniste L. Planet, avec les concours de Mmes E. Masson et Tekley-Planet, MM. Auguez, G. Lamothe et Pitez.
Voici les villes qui auront la bonne fortune d'accueillir ces artistes :
Sens, 8 novembre ; Joigny, 9 ; Auxerre, 10 ; Nevers, 11 ; Moulins, 12 ; Roanne, 13 ; Saint-Bélême, 14 ; Montfaucon, 15 ; Arles, 16 ; Valence, 17 et Vienne, 18.

La rareté des autographes de Molière rend d'autant plus précieux ceux qui parviennent à découvrir les érudits.
Dans la dernière livraison du *Moliériste*, qui vient de paraître, et que dirige, comme on sait, l'archiviste du Théâtre-Français, M. Georges Monval, nous trouvons la reproduction photographique d'un nouvel autographe du grand poète, qui vient d'être découvert aux archives de Montpellier.
C'est une quittance de cinq lignes entièrement écrite de la main de Molière, signée et datée.

En voici le texte intégral :
« J'ay recu de Monsieur de Penautier la somme de quatre mille livres ordonnées aux comédiens par Messieurs des Etats.
Fait à Pezenas ce 17 décembre mil six cent cinquante.
Pour 4000 liv.

Molière.
La librairie Calmann Lévy mettra en vente, cette semaine, le nouveau livre de M. Arthur Pougin, *Verdi, l'histoire anecdotique de sa vie et de ses œuvres*. Le volume sera orné d'un portrait de Verdi et de la reproduction autographique de l'acte de naissance du maître.

Tous les soirs, au cirque Fernando, de nombreux applaudissements accueillent les *Mariants* et les cinq charmantes écuyères qui viennent de débiter.
G. DORANT.

Petites nouvelles
On demande pour les concerts Lamoureux des choristes hommes et femmes, bons musiciens. Se faire inscrire avant le 10 novembre, à l'administration, 62, rue Saint-Lazare, de 2 à 6 heures, tous les jours, à l'exception du dimanche.
— Ecole Gallin-Paris-Chèvre. — Cours gratuits de musique vocale, le soir à huit heures et demi.
— Passage des Panoramas, Galerie Montmartre. — Mardis, vendredis.
— Ecole communale, 2, rue du Pont-de-Lodi. — Lundis, mercredis ; Cours d'instruments à cordes, mardis, samedis.
— Lycée Concordat. — Mercredis, samedis.
— Ecole communale, 15, rue Jean-Lantier.
— Lundis, jeudis.
— Des places spéciales sont réservées aux dames et aux enfants.

LIBRAIRIE
Sommaire de la livraison de novembre de la REVUE DE LA RÉVOLUTION :
Le livraison française en Belgique (1792-1794).

1794. — Le Palais-Royal sous la Révolution, Victor Journeil. — Les Martyrs inconnus. Alfred de Besançon. — Clubs et clubsistes du Morbihan, Philippe Muller. — Confession, souvenirs et bavardages de Fauti Rotval, Ch. d'Héricourt. — Anecdotes et notules. — Documents inédits. — Planches : Portraits de Mme Roland et de Buzot.

JOURNAL DE LA JEUNESSE. — Sommaire de la 675^e livraison (7 novembre 1885) :
Texte : Hervé Plémeur, par Mme Colomb. — Les microbes, par Maurice Daubin. — Les moustaches de Grand-père, par J. Girardin. — L'école navale, par Louis Maunier. — La Jacquerie, par Mme de Witt, née Guizot.
Dessins : B. Zier, Weber, P. Renouard. — Bureaux à la librairie Hachette et Cie, 79, boulevard Saint-Germain, à Paris.

LE TOUR DU MONDE, nouveau journal de voyages. Sommaire de la 1290^e livraison (7 novembre 1885) :
Au pays des Massals (Afrique centrale), par M. Thomson. — Texte et dessins inédits. — Trois gravures de A. de Bar et V. Franchini, avec une carte.
Bureaux à la librairie Hachette et Cie, 79, boulevard Saint-Germain, à Paris.

LA NATURE, Revue des Sciences illustrée. Gaston Tissandier, rédacteur en chef. G. Masson, éditeur, 120, boulevard Saint-Germain (Paris).
Sommaire du numéro 649, du 7 novembre 1885 :
Le « télégraph » de Glynde. — Expériences de transmission de la force par l'électricité, par Marcel Deprez. — L'équerre graphométrique ou le quadrat de campagne Costesco. — Le phéon à vapeur de MM. le comte de Dion, G. Bouton et Trépardoux, par Gaston Tissandier. — Nouveau viaduc de la Tay. L'ontillage de la fondation des piles, par G. Richou. — Bibliographie. — L'ontillage de l'amateur. La forge et l'acier de serrurerie, par A. B. — Néologie. — Le rayon vert, par Tréve. — Chronique. — Académie des sciences : séance du 2 novembre, par S. Mennier. — Baleine pêchée par un bateau de Fécamp.

Ce numéro renferme 10 gravures et le bulletin météorologique de la semaine.

BULLETIN COMMERCIAL

COTE OFFICIELLE du 7 NOVEMBRE
(Cinq heures du soir)

Marchés	1885	1884	1883
Importations... (tonnes)	15,279	16,140	31,790
Livraisons...	18,490	20,906	31,352
Stock...	283,622	241,238	201,948
sem. p.	287,473	245,532	201,570

Marchés	1885	1884	1883
Importations... (tonnes)	15,279	16,140	31,790
Livraisons...	18,490	20,906	31,352
Stock...	283,622	241,238	201,948
sem. p.	287,473	245,532	201,570

Marchés	1885	1884	1883
Importations... (tonnes)	15,279	16,140	31,790
Livraisons...	18,490	20,906	31,352
Stock...	283,622	241,238	201,948
sem. p.	287,473	245,532	201,570

ETATS
Prix-courant légal établi par les courtiers assermentés à la Bourse de Paris, 6 novembre.
Les 100 kil. (à l'aquille) :
Café du Chili en barres, liv. au Havre. 405 ..
— sorte ordinaire. 402 50

Marchés	1885	1884	1883
Importations... (tonnes)	15,279	16,140	31,790
Livraisons...	18,490	20,906	31,352
Stock...	283,622	241,238	201,948
sem. p.	287,473	245,532	201,570

Marchés	1885	1884	1883
Importations... (tonnes)	15,279	16,140	31,790
Livraisons...	18,490	20,906	31,352
Stock...	283,622	241,238	201,948
sem. p.	287,473	245,532	201,570

Marchés	1885	1884	1883
Importations... (tonnes)	15,279	16,140	31,790
Livraisons...	18,490	20,906	31,352
Stock...	283,622	241,238	201,948
sem. p.	287,473	245,532	201,570

Marchés	1885	1884	1883
Importations... (tonnes)	15,279	16,140	31,790
Livraisons...	18,490	20,906	31,352
Stock...	283,622	241,238	201,948
sem. p.	287,473	245,532	201,570

Marchés	1885	1884	1883
Importations... (tonnes)	15,279	16,140	31,790
Livraisons...	18,490	20,906	31,352
Stock...	283,622	241,238	201,948
sem. p.	287,473	245,532	201,570

Marchés	1885	1884	1883
Importations... (tonnes)	15,279	16,140	31,790
Livraisons...	18,490	20,906	31,352
Stock...	283,622	241,238	201,948
sem. p.	287,473	245,532	201,570

Marchés	1885	1884	1883
Importations... (tonnes)	15,279	16,140	31,790
Livraisons...	18,490	20,906	31,352
Stock...	283,622	241,238	201,948
sem. p.	287,473	245,532	201,570

Marchés	1885	1884	1883
Importations... (tonnes)	15,279	16,140	31,790
Livraisons...	18,490	20,906	31,352
Stock...	283,622	241,238	201,948
sem. p.	287,473	245,532	201,570

Marchés	1885	1884	1883
Importations... (tonnes)	15,279	16,140	31,790
Livraisons...	18,490	20,906	31,352
Stock...	283,622	241,238	201,948
sem. p.	287,473	245,532	201,570

Marchés	1885	1884	1883
Importations... (tonnes)	15,279	16,140	31,790
Livraisons...	18,490	20,906	31,352
Stock...	283,622	241,238	201,948
sem. p.	287,473	245,532	201,570

Marchés	1885	1884	1883
Importations... (tonnes)	15,279	16,140	31,790
Livraisons...	18,490	20,906	31,352
Stock...	283,622	241,238	201,948
sem. p.	287,473	245,532	201,570

ETATS
Prix-courant légal établi par les courtiers assermentés à la Bourse de Paris, 6 novembre.
Les 100 kil. (à l'aquille) :
Café du Chili en barres, liv. au Havre. 405 ..
— sorte ordinaire. 402 50

RECETTES DES CHEMINS DE FER

Marchés	1885	1884
Importations... (tonnes)	15,279	16,140
Livraisons...	18,490	20,906
Stock...	283,622	241,238
sem. p.	287,473	245,532

Marchés	1885	1884
Importations... (tonnes)	15,279	16,140
Livraisons...	18,490	20,906
Stock...	283,622	241,238
sem. p.	287,473	245,532

Marchés	1885	1884
Importations... (tonnes)	15,279	16,140
Livraisons...	18,490	20,906
Stock...	283,622	241,238
sem. p.	287,473	245,532

Marchés	1885	1884
Importations... (tonnes)	15,279	16,140
Livraisons...	18,490	20,906
Stock...	283,622	241,238
sem. p.	287,473	245,532

Marchés	1885	1884
Importations... (tonnes)	15,279	16,140
Livraisons...	18,490	20,906
Stock...	283,622	241,238
sem. p.	287,473	245,532

Marchés	1885	1884
Importations... (tonnes)	15,279	16,140
Livraisons...	18,490	20,906
Stock...	283,622	241,238
sem. p.	287,473	245,532

Marchés	1885	1884
Importations... (tonnes)	15,279	16,140
Livraisons...	18,490	20,906
Stock...	283,622	241,238
sem. p.	287,473	245,532

Marchés	1885	1884
Importations... (tonnes)	15,279	16,140
Livraisons...	18,490	20,906
Stock...	283,622	241,238
sem. p.	287,473	245,532

Marchés	1885	1884
Importations... (tonnes)	15,279	16,140
Livraisons...	18,490	20,906
Stock...	283,622	241,238
sem. p.	287,473	245,532

Marchés	1885	1884
Importations... (tonnes)	15,279	16,140
Livraisons...	18,490	20,906
Stock...	283,622	241,238
sem. p.	287,473	245,532

Marchés	1885	1884
Importations... (tonnes)	15,279	16,140
Livraisons...	18,490	20,906
Stock...	283,622	241,238
sem. p.	287,473	245,532

ETATS
Prix-courant légal établi par les courtiers assermentés à la Bourse de Paris, 6 novembre.
Les 100 kil. (à l'aquille) :
Café du Chili en barres, liv. au Havre. 405 ..
— sorte ordinaire. 402 50

Juge-commissaire, M. Ledoux.
Syndic provisoire, M. Hecan, 14, rue de l'An-cienne-Comédie.
MANDAR, photographe, rue Oberkampf, 47.
Juge-commissaire, M. Ledoux.
Syndic provisoire, M. Lissoty, 33, rue St-An-dré-des-Arts.
LUTZ, mercier et lingier, rue Clisson, 16.
Juge-commissaire, M. Soufflot.
Syndic provisoire, M. Cousin, 76, boulevard St-Michel.
Dame FLOQNY, marchande de vin, ayant de-meuré rue du Cherche-Midi, 402.
Juge-commissaire, M. Richemond.
Syndic provisoire, M. Roucher, déjà nommé.
LOLLIOT et SAINTINI, associés pour l'entreprise de chaudronnerie, rue Oberkampf, 147.
Juge-commissaire, M. Droin.
Syndic provisoire, M. Mercier, 6, boulevard St-Michel.
POMPON, restaurateur, r. des Vinaigriers, 45.
Juge-commissaire, M. Ledoux.
Syndic provisoire, M. Bernard, 47, rue St-An-dré-des-Arts.
VERIÈRE, marchand de vin à Saint-Ouen, rue de la Chapelle, 69.
Juge-commissaire, M. Soufflot.
Syndic provisoire, M. Destrez, 46, rue St-An-dré-des-Arts.
Dile DUMONT, tenant café-brasserie, avenue Duquesne, 7.
Juge-commissaire, M. Falco.
Syndic provisoire, M. Beaugé, avenue Victo-ria, 24.
DUVAL, brocanteur, rue de Vanves, 122.
Juge-commissaire, M. Falco.
Syndic provisoire, M. Destrez, déjà nommé.
VALÉRIUS de BEFFORT, marchand de vin, rue Bezout, 22.
Juge-commissaire, M. Girard.
Syndic provisoire, M. Bousard, déjà nommé.
MOUSSEAU, ancien limonadier, rue Notre-Dame-de-Lorette, 58.
Juge-commissaire, M. Girard.
Syndic provisoire, M. Plaque, 9, rue Berli-ni-Poires.
BAUREZ, ancien marchand de vin à Issy, bou-levard du Point-du-Jour, 47.
Juge-commissaire, M. Droin.
Syndic provisoire, M. Beaujeu, 14, rue Chano-nes.
BOUTIN, marchand de vin, r. Montmartre, 110.
Juge-commissaire, M. Ledoux.
Syndic provisoire, M. Bousard, déjà nommé.
BARBIER, marchande de vin, rue Saint-Sé-bastien, 38.
Juge-commissaire, M. Falco.
Syndic provisoire, M. Bernard, déjà nommé.
De la Société industrielle et financière, rue du Faubourg-Poissonnière, 56.
Juge-commissaire, M. Richemond.
Syndic provisoire, M. Beaujeu, déjà nommé.

Juge-commissaire, M. Ledoux.
Syndic provisoire, M. Hecan, 14, rue de l'An-cienne-Comédie.
MANDAR, photographe, rue Oberkampf, 47.
Juge-commissaire, M. Ledoux.
Syndic provisoire, M. Lissoty, 33, rue St-An-dré-des-Arts.
LUTZ, mercier et lingier, rue Clisson, 16.
Juge-commissaire, M. Soufflot.
Syndic provisoire, M. Cousin, 76, boulevard St-Michel.
Dame FLOQNY, marchande de vin, ayant de-meuré rue du Cherche-Midi, 402.
Juge-commissaire, M. Richemond.
Syndic provisoire, M. Roucher, déjà nommé.
LOLLIOT et SAINTINI, associés pour l'entreprise de chaudronnerie, rue Oberkampf, 147.
Juge-commissaire, M. Droin.
Syndic provisoire, M. Mercier, 6, boulevard St-Michel.
POMPON, restaurateur, r. des Vinaigriers, 45.
Juge-commissaire, M. Ledoux.
Syndic provisoire, M. Bernard, 47, rue St-An-dré-des-Arts.
VERIÈRE, marchand de vin à Saint-Ouen, rue de la Chapelle, 69.
Juge-commissaire, M. Soufflot.
Syndic provisoire, M. Destrez, 46, rue St-An-dré-des-Arts.
Dile DUMONT, tenant café-brasserie, avenue Duquesne, 7.
Juge-commissaire, M. Falco.
Syndic provisoire, M. Beaugé, avenue Victo-ria, 24.
DUVAL, brocanteur, rue de Vanves, 122.
Juge-commissaire, M. Falco.
Syndic provisoire, M. Destrez, déjà nommé.
VALÉRIUS de BEFFORT, marchand de vin, rue Bezout, 22.
Juge-commissaire, M. Girard.
Syndic provisoire, M. Bousard, déjà nommé.
MOUSSEAU, ancien limonadier, rue Notre-Dame-de-Lorette, 58.
Juge-commissaire, M. Girard.
Syndic provisoire, M. Plaque, 9, rue Berli-ni-Poires.
BAUREZ, ancien marchand de vin à Issy, bou-levard du Point-du-Jour, 47.
Juge-commissaire, M. Droin.
Syndic provisoire, M. Beaujeu, 14, rue Chano-nes.
BOUTIN, marchand de vin, r. Montmartre, 110.
Juge-commissaire, M. Ledoux.
Syndic provisoire, M. Bousard, déjà nommé.
BARBIER, marchande de vin, rue Saint-Sé-bastien, 38.
Juge-commissaire, M. Falco.
Syndic provisoire, M. Bernard, déjà nommé.
De la Société industrielle et financière, rue du Faubourg-Poissonnière, 56.
Juge-commissaire, M. Richemond.
Syndic provisoire, M. Beaujeu, déjà nommé.

Juge-commissaire, M. Ledoux.
Syndic provisoire, M. Hecan, 14, rue de l'An-cienne-Comédie.
MANDAR, photographe, rue Oberkampf, 47.
Juge-commissaire, M. Ledoux.
Syndic provisoire, M. Lissoty, 33, rue St-An-dré-des-Arts.
LUTZ, mercier et lingier, rue Clisson, 16.
Juge-commissaire, M. Soufflot.
Syndic provisoire, M. Cousin, 76, boulevard St-Michel.
Dame FLOQNY, marchande de vin, ayant de-meuré rue du Cherche-Midi, 402.
Juge-commissaire, M. Richemond.
Syndic provisoire, M. Roucher, déjà nommé.
LOLLIOT et SAINTINI, associés pour l'entreprise de chaudronnerie, rue Oberkampf, 147.
Juge-commissaire, M. Droin.
Syndic provisoire, M. Mercier, 6, boulevard St-Michel.
POMPON, restaurateur, r. des Vinaigriers, 45.
Juge-commissaire, M. Ledoux.
Syndic provisoire, M. Bernard, 47, rue St-An-dré-des-Arts.
VERIÈRE, marchand de vin à Saint-Ouen, rue de la Chapelle, 69.
Juge-commissaire, M. Soufflot.
Syndic provisoire, M. Destrez, 46, rue St-An-dré-des-Arts.
Dile DUMONT, tenant café-brasserie, avenue Duquesne, 7.
Juge-commissaire, M. Falco.
Syndic provisoire, M. Beaugé, avenue Victo-ria, 24.
DUVAL, brocanteur, rue de Vanves, 122.
Juge-commissaire, M. Falco.
Syndic provisoire, M. Destrez, déjà nommé.
VALÉRIUS de BEFFORT, marchand de vin, rue Bezout, 22.
Juge-commissaire, M. Girard.
Syndic provisoire, M. Bousard, déjà nommé.
MOUSSEAU, ancien limonadier, rue Notre-Dame-de-Lorette, 58.
Juge-commissaire, M. Girard.
Syndic provisoire, M. Plaque, 9, rue Berli-ni-Poires.
BAUREZ, ancien marchand de vin à Issy, bou-levard du Point-du-Jour, 47.
Juge-commissaire, M. Droin.
Syndic provisoire, M. Beaujeu, 14, rue Chano-nes.
BOUTIN, marchand de vin, r. Montmartre, 110.
Juge-commissaire, M. Ledoux.
Syndic provisoire, M. Bousard, déjà nommé.
BARBIER, marchande de vin, rue Saint-Sé-bastien, 38.
Juge-commissaire, M. Falco.
Syndic provisoire, M. Bernard, déjà nommé.
De la Société industrielle et financière, rue du Faubourg-Poissonnière, 56.
Juge-commissaire, M. Richemond.
Syndic provisoire, M. Beaujeu, déjà nommé.

Juge-commissaire, M. Ledoux.
Syndic provisoire, M. Hecan, 14, rue de l'An-cienne-Comédie.
MANDAR, photographe, rue Oberkampf, 47.
Juge-commissaire, M. Ledoux.
Syndic provisoire, M. Lissoty, 33, rue St-An-dré-des-Arts.
LUTZ, mercier et lingier, rue Clisson, 16.
Juge-commissaire, M. Soufflot.
Syndic provisoire, M. Cousin, 76, boulevard St-Michel.
Dame FLOQNY, marchande de vin, ayant de-meuré rue du Cherche-Midi, 402.
Juge-commissaire, M. Richemond.
Syndic provisoire, M. Roucher, déjà nommé.
LOLLIOT et SAINTINI, associés pour l'entreprise de chaudronnerie, rue Oberkampf, 147.
Juge-commissaire, M. Droin.
Syndic provisoire, M. Mercier, 6, boulevard St-Michel.
POMPON, restaurateur, r. des Vinaigriers, 45.
Juge-commissaire, M. Ledoux.
Syndic provisoire, M. Bernard, 47, rue St-An-dré-des-Arts.
VERIÈRE, marchand de vin à Saint-Ouen, rue de la Chapelle, 69.
Juge-commissaire, M. Soufflot.
Syndic provisoire, M. Destrez, 46, rue St-An-dré-des-Arts.
Dile DUMONT, tenant café-brasserie, avenue Duquesne, 7.
Juge-commissaire, M. Falco.
Syndic provisoire, M. Beaugé, avenue Victo-ria, 24.
DUVAL, brocanteur, rue de Vanves, 122.
Juge-commissaire, M. Falco.
Syndic provisoire, M. Destrez, déjà nommé.
VALÉRIUS de BEFFORT, marchand de vin, rue Bezout, 22.
Juge-commissaire, M. Girard.
Syndic provisoire, M. Bousard, déjà nommé.
MOUSSEAU, ancien limonadier, rue Notre-Dame-de-Lorette, 58.
Juge-commissaire, M. Girard.
Syndic provisoire, M. Plaque, 9, rue Berli-ni-Poires.
BAUREZ, ancien marchand de vin à Issy, bou-levard du Point-du-Jour, 47.
Juge-commissaire, M.